

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 015828/KKP relatif au projet **d'installation de cabanes étapes sur la commune de Botmeur (29), déposé par la commune de Botmeur**, reçu le 26 mars 2026 et considéré complet le 28 avril 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°42-a) : « Terrains de camping et de caravanage permettant l'accueil de 7 à 200 emplacements de tentes, caravanes, résidences mobiles de loisirs ou d'habitations légères de loisirs » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- installation de 5 cabanes étapes destinées à l'accueil touristique, avec une emprise au sol totale de 0,6863 ha (6 863 m²) ;

- les travaux incluent la pose de cabanes sur pavés de pierre sans dalle béton, la réfection à l'identique de la voirie existante, et la création d'une borne électrique complémentaire.

Considérant la localisation de ce projet :

- en zone constructible selon la carte communale de Botmeur ;
- dans le Parc Naturel Régional d'Armorique et le site inscrit des Monts d'Arrée, à 670 mètres d'une zone Natura 2000 (« Monts d'Arrée centre et Est, bois de Coatlosquet et Vallée du Queffleuth ») ;
- au sein d'un milieu végétalisé.

Considérant que :

- les cabanes sont posées sans dalle béton et sans raccordement aux réseaux, limitant ainsi l'imperméabilisation des sols et permettant une réversibilité totale du projet ;
- les mesures de gestion des eaux pluviales en aérien et les installations existantes du camping limitent les impacts sur les milieux naturels et les zones humides voisines ;
- la végétation existante sera préservée, avec une intégration paysagère des cabanes dans le milieu bocager, et aucun talus ni haie ne sera détruit ;
- l'absence de circulation motorisée dans la zone des cabanes évite les nuisances sonores, lumineuses, et les émissions polluantes.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'installation de cabanes étapes sur la commune de Botmeur (29), déposé par la commune de Botmeur** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Madame MESTRES Aurélie
Le mercredi 13 mai 2026